

Direction Départementale des Territoires de l'Isère
Service Environnement

Direction Départementale des Territoires de la Drôme
Service Eaux Forêts et Espaces Naturels

ARRETE INTER-PREFECTORAL COMPLEMENTAIRE
N°38-2015-363-DDTSE01
N°2015362-0012
portant prorogation de
L'ARRETE INTER-PREFECTORAL N°2013344-0039

portant désignation d'un organisme unique de gestion collective
des prélèvements d'eau à usage agricole, pour le département de l'Isère
et concernant 8 communes du département de la Drôme

Le Préfet de l'Isère,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

Le Préfet de la Drôme,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

VU le code de l'environnement, et notamment ses articles L.211-1 à L.211-3, ainsi que ses articles R.211-111 à R.211-117, R.214-31-1 à R.214-31-5 ;

VU le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du bassin Rhône Méditerranée approuvé le 3 décembre 2015 ;

VU l'arrêté inter-préfectoral n° 2013344-0039 du 10 décembre 2013 portant désignation d'un organisme unique de gestion collective des prélèvements d'eau pour l'irrigation agricole, sur le département de l'Isère à l'exception de la Nappe de l'Est Lyonnais et incluant le bassin versant de la Valloire du département de la Drôme, notifié le 7 janvier 2014 ;

VU la demande en date du 19 novembre 2015 de l'Organisme unique de gestion collective de l'Isère, de prorogation du délai pour présenter le dossier de demande d'autorisation au titre de l'article R211-115 du code de l'Environnement ;

VU le projet d'arrêté présenté au pétitionnaire en date du 1^{er} décembre 2015 ;

VU la réponse formulée par le pétitionnaire en date du 2 décembre 2015 ;

VU l'avis de la Direction Départementale des Territoires de la Drôme en date du 18 décembre 2015 ;

CONSIDERANT l'intérêt général pour une gestion équilibrée de la ressource en eau que présente la présentation d'un dossier de demande d'autorisation comprenant une étude d'impact par un organisme unique chargé de la gestion collective des prélèvements d'eau pour l'irrigation, notamment en raison de la gestion volumétrique qui en découle ;

CONSIDERANT l'ampleur du périmètre à étudier, la complexité des études à mener pour établir l'impact des prélèvements à usage agricole,

CONSIDERANT que le dossier de demande d'autorisation ne pourra pas être déposé avant le 7 janvier 2016 et qu'il y a lieu de proroger d'un an le délai de présentation.

SUR PROPOSITION des Directeurs Départementaux des Territoires de l'Isère et de la Drôme,

ARRESENT

Article 1 : Prorogation du délai de dépôt du dossier d'autorisation

Conformément à l'article R.211-115 du code de l'environnement, l'organisme unique de gestion collective dispose d'un délai supplémentaire d'un an à compter du 07 janvier 2016 date anniversaire de notification de l'arrêté inter-préfectoral, pour déposer le dossier complet de demande d'autorisation.

Article 2 : Délais et voies de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication :

- soit d'un recours gracieux,
- soit d'un recours hiérarchique auprès du ministère en charge de l'écologie.

L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut rejet tacite du recours gracieux ou hiérarchique. Le présent arrêté, ainsi que les décisions de rejet des recours gracieux et hiérarchiques, peuvent être déferés dans un délai de deux mois auprès du tribunal administratif de Grenoble 2 place de Verdun 38000 Grenoble.

Article 3: Publicité et affichage

Les secrétaires généraux des préfectures de l'Isère et de la Drôme et les directeurs départementaux des territoires de l'Isère et de la Drôme sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté qui sera

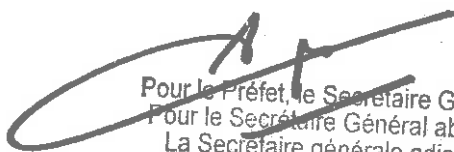
- notifié au Président de l'Organisme Unique de Gestion Collective,
- publié au recueil des actes administratifs des préfectures de l'Isère et de la Drôme et sur les sites internet des services de l'État de ces départements.

Une copie de l'arrêté est adressée :

- aux Présidents des Conseils Départementaux de l'Isère et de la Drôme,
- à la Présidente de la Chambre d'Agriculture de la Drôme,
- aux Présidents des Commissions Locales de l'Eau des SAGE de Bièvre Liers Valloire, du Drac Amont, du Drac Romanche, de la Bourbre et de la nappe de la Molasse Miocène du bas Dauphiné et des alluvions de la plaine de Valence,
- au Directeur de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse,
- à la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Rhône-Alpes
- aux Chefs des Services Départementaux de l'Office National des Eaux et des Milieux Aquatiques de l'Isère et de la Drôme,
- aux maires des communes concernées.

Grenoble, le **29 DEC. 2015**
Le Préfet de l'Isère

Valence, le **28 DEC. 2015**
Le Préfet de la Drôme


Pour le Préfet, le Secrétaire Général
Pour le Secrétaire Général absent,
La Secrétaire générale adjointe
Annie COSTE DE CHAMPERON


Didier LAUGA